



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Groupe national PGA-CENTRAFRIQUE, réseau parlementaire agissant pour la promotion de la Cour Pénale Internationale et de l'Etat de Droit, groupe important avec 54 membres sur 104 élus, est profondément préoccupé par l'extrême gravité de la dernière crise militaro politique démarrée le 10 décembre 2012 dans le Nord-est de la République centrafricaine et qui a abouti, en trois semaines, à l'occupation brutale et subite des régions septentrionales et du Centre-Est de notre pays par les éléments de la rébellion SELEKA, laquelle occupation entraîne de fait la séparation dramatique du pays en deux zones.

Aujourd'hui, de nombreuses populations civiles des régions occupées ont été touchées par des dégâts collatéraux tragiques : mort de personnes humaines, population en débandade dans les champs et forêts, pillages systématiques des infrastructures économiques et vandalismes des bases des ONG internationales, etc... De nombreuses rumeurs font état de violences en direction de certaines minorités ethniques et aussi d'enrôlement d'enfants dans les rangs de milices armées.

Le Groupe national PGA-Centrafrrique rappelle à toutes les parties les engagements supranationaux que la République centrafricaine a souscrits, en particulier le statut de Rome sur les crimes de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ainsi que les différentes chartes de protection de l'enfant.

Le Groupe national PGA-Centrafrrique se félicite de l'implication de l'Union africaine ainsi que de l'engagement ferme des Etats de la C.E.E.A.C. dans la recherche d'une solution politique, négociée par les autorités compétentes de l'Union africaine et conforme aux principes du Droit international, à cette crise. Il salue également la décision courageuse du Président de la République, Chef de l'Etat, d'ouvrir les négociations de Libreville, sans délai et sans condition. Ces pourparlers, ouverts aux autres acteurs de la vie publique en plus des groupes armés, pourront permettre d'ouvrir les conditions pour la recherche d'une solution politique globale et concertée à cette énième crise.

Conscient de la résilience et surtout de la volonté inoxydable du peuple Centrafricain de vivre ensemble sur la terre de feu le Président Barthélemy BOGANDA, le Groupe national PGA-CENTRFRIQUE reste en effet convaincu que c'est en associant largement tous les acteurs de la vie publique et politique aux prochaines négociations dans un forum inclusif que nous pourrions durablement exorciser le « mal centrafricain ». C'est pourquoi il lance le présent plaidoyer en direction des organisateurs afin que tous les partis politiques, toutes les ailes militaro-politiques, **mais également les groupes et réseaux parlementaires identifiés et la société civile dans sa diversité** prennent part à ces ultimes négociations pour sauver la paix et rebâtir la Nation Centrafricaine.

Le Groupe national PGA-Centrafrrique s'engage, en tant que réseau parlementaire pour la défense et la promotion de l'Etat de Droit, à jouer pleinement son rôle de modérateur tout aussi bien dans la phase préparatoire qu'au cours de ces importants pourparlers.

Le Président du Groupe national PGA-CENTRAFRIQUE,

Hon. Marcel DJIMASSE  
Ancien ministre, Député à l'Assemblée nationale